



## **Pas touche aux Patrimoines, le changement dans la continuité et le dialogue social encore et toujours piétiné : pour la CGT, c'est stop !**

Le directeur général des patrimoines avait convoqué ce matin le comité technique (CT) sur des points certes importants mais très éloignés de l'actualité immédiate et de l'urgence sociale.

C'était compter sans la colère provoquée par sa décision de faire du MUCEM un établissement public à caractère administratif (EPA) malgré l'opposition unanime des représentants des personnels au CT de la direction générale des patrimoines (Cf. vote au CT du 20 décembre 2012). C'était compter également sans la force et l'énergie du combat mené par la CGT-Culture ces dernières années contre la désagrégation programmée par la droite des missions patrimoniales et du service public culturel.

**C'est ainsi qu'une soixantaine de nos camarades ont envahi le CT de la direction générale des patrimoines (DG PAT) et ont transformé ce jour la séance en assemblée générale de l'ensemble des secteurs placés sous la responsabilité de cette direction.**

De l'Archéologie, des Archives, des Musées, de l'Architecture, des Monuments nationaux, du Patrimoine et de l'Inventaire, des Services déconcentrés, nos camarades sont venus pour exprimer leur rejet des politiques dangereuses et destructrices qui se poursuivent malgré « le changement ».

Monsieur le directeur général a pu mesurer notre détermination à défendre bec et ongles l'ensemble de la chaîne patrimoniale. Il a peut-être compris, enfin, que son entêtement à poursuivre et à parachever l'œuvre de ses prédécesseurs sur le MUCEM constituait pour nous un *casus belli* et se heurtait à une résistance farouche.

Nous avons demandé que le décret érigeant le MUCEM en EPA, publié en toute hâte, et qui va ouvrir en grand la voie à la privatisation de nos missions, soit purement et simplement retiré (deux autres organisations syndicales ont également demandé le retrait de ce décret). **Pas de réponse !**

Nous avons demandé avec la même conviction que le directeur général s'explique sur la création en catimini d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) regroupant une quinzaine de musées et d'institutions muséales, et ce au péril d'un réseau de service public déjà grandement détérioré. **Nous avons eu droit à des explications confuses et politiquement déplorables.** Le directeur tentant alors d'affirmer que ce GIP était limité à des questions de billetterie et qu'il n'était pas question de faire un GIP-Musées pour la totalité des missions muséales. **On a peine à le croire !** Une fois de plus, la place centrale et le rôle de mutualisation de la RMN, notamment dans les domaines de l'accueil et du droit d'entrée, auront en tous cas été totalement oubliés par l'administration.

Nous avons demandé au directeur général de renoncer sur le champ, faute notamment de moyens suffisants, à la fusion préoccupante du château et du domaine de Pau. **Aucune réponse non plus.**

**Venus en force à la rencontre du directeur général des patrimoines, nos camarades par leurs interventions multiples mais convergentes ont en quelque sorte écrit en direct l'ordre du jour des prochains comités techniques.**

Monsieur le directeur général n'échappera pas non plus à l'exigence et à l'urgence d'un débat sur les moyens budgétaires et humains. Nul ne peut ignorer que les orientations des gouvernements successifs et du pouvoir en place en matière de restrictions budgétaires et de destructions d'emplois conduisent déjà à l'asphyxie, à l'effacement du service public, et à des privatisations massives.

Pour le directeur général, il n'est plus temps de tergiverser. Il doit de toute urgence programmer, convoquer et présider une série de CT qui permettent de débattre au fond du projet politique relatif à chacune des grandes missions incluses dans la DG PAT. Si la construction administrative de la DG PAT issue de la RGPP reste en soi une hérésie, il n'est plus possible de remettre à plus tard le moment de faire toute la lumière sur la situation et le devenir des politiques patrimoniales dans chacune de leurs spécificités et dans leur transversalité.

Ce matin, tous ensemble, nous avons replacé au centre la démocratie sociale, le sens de l'intérêt général et l'attachement des personnels aux missions patrimoniales et au ministère de la culture.

**Non seulement notre détermination est intacte mais elle est plus forte que jamais. Pour les patrimoines comme pour le ministère de la culture dans son entier, la CGT est toujours au rendez-vous.**